



Déclaration de la FSU 66 au CTSD du 4 septembre 2019

Les vacances n'ont pas mis fin à la colère exprimée dans de nombreux secteurs d'activités au printemps dernier : les fonctionnaires ont manifesté leur refus de modification du statut de la fonction publique qui fragilisera les personnels et remettra en cause les principes cardinaux du fonctionnement des services publics : transparence, égal accès à la Fonction Publique, refus des passe-droits et lutte contre la corruption. Ce sujet n'est pas derrière nous et la FSU continuera d'œuvrer, en lien avec les personnels, contre l'individualisation des relations au travail et la rémunération au mérite. Le mérite, c'est la récompense pour quelques-uns au détriment de tous les autres. Dans cette maison, combien de fois des IEN ont clairement indiqué que 95 % à 98 % des enseignants étaient méritants... Or, ce n'est qu'une infime minorité qui bénéficiera d'un avancement accéléré ou d'un passage à la classe exceptionnelle. Comment, dans ce cas, ne pas susciter les divisions voire des conflits alors que les mêmes promoteurs du mérite vantent paradoxalement les bienfaits du travail en équipe ? Comment ne pas être inquiet quand on découvre le nouveau jargon managérial au sein même de la DSDEN : on est passé du bureau à l'« open space », du personnel administratif aux « collaborateurs » et on en passe !

Ce n'est pas d'un nouveau vocabulaire dont les salariés ont besoin. Ils ont besoin de salaires revalorisés, d'une reconnaissance réelle de leur travail par la hiérarchie, de conditions de travail améliorées qui impliquent des créations de postes, y compris dans les services administratifs... mais également la perspective d'une retraite méritée, avec une pension décente. Le projet gouvernemental va diminuer le montant des pensions, mais aussi raboter le temps passé à la retraite en bonne santé. Quel progrès ! La retraite à points que nous propose le président a été expérimenté ailleurs : les retraités suédois ont perdu 40 % de leur pension au lendemain de la crise de 2008 ! La FSU entend bien peser dans le débat, d'autant plus que les enseignants risquent d'être les plus grands perdants de cette contre-réforme. Le peu de primes et la composition majoritairement féminine de notre corps de métier en sont les principales raisons.

Comment ne pas évoquer également la situation des contractuels qui ont rendu leur mission indispensable (on pense notamment aux accompagnants des élèves en situation de handicap), qui sont particulièrement investis mais qui touchent des salaires indécentes, sans aucune forme de reconnaissance de l'Institution ?

En cette rentrée 2019, les enseignants du second degré sont confrontés à la mise en application de la réforme du lycée et du bac. Une réforme à laquelle nous nous sommes opposés tout au long de l'année dernière. Malgré un discours de façade, notre ministre n'a jamais voulu nous entendre. C'est une réforme hors-sol, éloignée des préoccupations de

terrain, qui a été mise en place à marche forcée et souvent dans une impréparation que nous pouvons assimiler à du bricolage. A ce sujet, et bien d'autres encore, nos inquiétudes sont nombreuses :

- Détérioration des conditions d'études des élèves et de travail des personnels : difficultés à constituer les classes et à réaliser les emplois du temps à cause des nombreuses combinaisons possibles de spécialités. Les chefs d'établissement reconnaissent eux-mêmes cette complexité.
- Programmes souvent très lourds et difficiles à mettre en œuvre. Problématique particulière pour les mathématiques exclus du tronc commun de première et terminale. Les élèves de première qui n'ont pas fait le choix de la spécialité « maths », ne feront donc plus de maths de leur vie.
- Notre ministre nous avait vendu cette réforme comme un choc de simplification. C'est tout le contraire. Le nouveau bac est une véritable usine à gaz. Il faudra faire coïncider les nombreuses épreuves avec le calendrier de cours, cela promet une belle désorganisation et le renforcement des inégalités entre lycées : sujets locaux, corrections locales, diplôme local.
- L'orientation, présentée comme essentielle pour permettre aux lycéens d'être des acteurs de leur formation, est démantelée. Les 54 heures annuelles d'orientation promises seront généralement encadrées par les professeurs principaux qui ne sont pas spécialistes ! Nous avons pourtant la chance d'avoir des personnels très qualifiés : les psychologues conseillers d'orientations de l'Education Nationale. Malheureusement le ministère ne veut conserver qu'un CIO par département !
- La démographie scolaire est également un dossier important. Les classes sont particulièrement surchargées en cette rentrée. A Arago, d'après nos collègues, toutes les classes sont à 36. Plus une place de la seconde à la terminale ! Les collèges de sont pas en reste : on dépasse allégrement les 30 élèves par classe dans les collèges périphériques de Perpignan. Le collège de Cabestany en est le meilleur exemple.
- Conséquence : notre département manque cruellement de personnels. Nous avons 2 phénomènes à gérer : le nombre d'élèves (+ 340 dans les collèges) et les indicateurs sociaux. Nous devons nous occuper d'une population d'élèves de plus en plus nombreuses et souvent confrontée à de plus en plus de difficultés. Mais plutôt que d'investir dans l'éducation, on préfère poursuivre une politique de réduction des moyens. Un nombre éloquent : pour revenir au nombre d'heures d'enseignement de 2008 dans les collèges et lycées du département, il faudrait créer plus de 100 postes de professeurs. Les vies scolaires, elles, sont exsangues alors qu'elles jouent un rôle essentiel !

Dans le 1er degré, la dotation nulle allouée à notre département va conduire la DSDEN à prononcer autant d'ouvertures que de fermetures. « On déshabille Paul pour habiller Pierre ». Est-ce à la hauteur de « la priorité au primaire » qui est martelée dans tous les médias ? La FSU valide la limitation des effectifs de CP et CE1, annoncée par le ministre. Malheureusement, il y a un gouffre entre la communication et la réalité du terrain. Nous ferons le compte lors de la prochaine dotation. Les effectifs par classe ne cessent d'augmenter dans le rural comme dans les communes périphériques. Des écoles à 27 élèves de moyenne vont devoir faire avec ! Les classes de 30 deviennent une banalité. Le projet ambitieux de la FSU est la limitation des effectifs dans toutes les classes. Les inclusions scolaires « raisonnées » ne peuvent se mettre en place dans des conditions satisfaisantes. Le nombre d'ULIS est insuffisant alors que le nombre de places en établissements spécialisés ne cesse de diminuer. Avant de disparaître ?

Et l'on s'étonne ensuite que les DGI augmentent et que le malaise soit de plus en plus palpable. Quelle est alors la réponse de notre administration départementale : il y a trop de visites de CHS-CT, trop de temps passé sur ce sujet qui devait être prioritaire au sein de notre ministère, trop d'espace laissé à cette instance dans la DSDEN... Symboliquement, le déménagement du CHS-CT dans un réduit, décidé unilatéralement, révèle le peu d'égard vis-à-vis des élus du personnel et de leur travail. Mais vous allez nous dire que vous êtes profondément attachés au dialogue social ! Alors allons-y, dialoguons... voyons si votre projet diffusé hier soir bougera d'une ligne malgré le lourd travail de collecte d'informations et d'arguments réalisé par les élus du personnel ! Vive l'école de la confiance !